

Le blocage n'est que politique

Le potentiel économique, les ressources financières, le capital humain, aussi importants soient-ils, ne suffisent pas à asseoir un nouveau régime de croissance tiré par la dynamique de l'offre qui permet d'envisager sereinement l'après-pétrole.

Qu'est-ce qui fait alors obstacle aux réformes qui, de l'avis général, peinent à prendre corps ? Alors que tous les moyens financiers, humains et sécuritaires sont plus que jamais réunis, le pays ne semble pas avoir définitivement trouvé le chemin d'une issue pacifique et négociée. L'obstacle semble être exclusivement politique. Il tient à une première explication : le passage de l'économie administrée à l'économie sociale de marché a laissé intacte la question récurrente de la faible productivité politique du système – généralement imputée au déficit démocratique qui l'entache.

En se référant à la Théorie de la Régulation^(*) on dispose d'une grille d'analyse fort intéressante qui, appliquée au contexte spécifique de l'économie algérienne, souligne au trait rouge une lame de fond : le politique reste le nœud gordien, l'accélérateur ou le frein de tout changement, de toute réforme.

C'est devenu une tautologie que de dire que le régime d'accumulation en vigueur depuis au moins quatre décennies a pour première particularité majeure d'être rentier. Au vu de l'expérience du début des années 1990, cette caractéristique génère des blocages qui se manifestent devant chaque volonté ou à la veille de grandes échéances de changement ou de transition, donnant le sentiment d'un système bloqué.

Compte tenu de la caractéristique première du mode de régulation, il est clair qu'aucune sortie du système ne peut être envisagée en dehors de la réhabilitation des activités productives et de l'émergence des forces sociales qui les soutiennent et en vivent.

Il est ici vain de vouloir faire du neuf avec du vieux, tant il est établi l'incapacité des formes institutionnelles adaptées au régime rentier à répondre aux changements requis par le nouveau système, changements dans lesquels l'action politique revêt une importance cruciale.

La raison à cela est bien simple : parce qu'elle est à la disposition exclusive de l'Etat, la

rente de surcroît d'origine externe est fortement tributaire des pouvoirs régaliens de l'Etat, particulièrement celui de l'exercice du monopole de la violence ; du même coup, il arrime toute éventualité de changement au domaine du politique. Première conséquence : les rares parenthèses d'ouverture correspondent à une contraction des ressources extérieures générées par les ressources pétrolières. Elles découlent de «l'étroite surveillance» des institutions financières internationales sur la conduite de la politique économique. Alors qu'il peut paraître plus aisé d'entreprendre des réformes dans le prolongement d'un rebond des cours du brut, c'est l'inverse qui se produit généralement.

Seconde conséquence : l'omniprésence, ou plus exactement la primauté du politique comme facteur de changement. Du fait de son omniprésence, le pouvoir politique éclipse la société dite émergente ou «institutionnelle» – au sens de réseaux clientélistes informels opérant sous le couvert des institutions officielles.

Autre conséquence : absence de cohérence, improvisation, revirements, volte-face et amateurisme commandent les changements de politique économique annoncés.

La séquence des réformes consacrée par la littérature des institutions de Bretton Wood distingue les mesures de stabilisation dont les effets se manifestent sur le court terme et d'ajustement structurel sur le moyen et long terme. Dans tous les cas d'espèce, les changements institutionnels revêtent une importance capitale sur le long terme, aucune relance économique durable n'étant envisageable en dehors d'un contexte initial protecteur, sans Etat fort, sans stabilité de la norme juridique et sans encadrement administratif efficace.

A l'expérience, le cheminement séquentiel idoine semble être le suivant : 1) la stabilisation économique ; 2) la libéralisation du secteur réel national ; 3) la libéralisation financière ; 4) la libéralisation extérieure commerciale et des capitaux. Le plus important dans un changement institutionnel étant que «les réformes doivent concilier le temps des apprentissages nécessaires et la nécessité de casser des rentes par des réformes structurelles radicales»^(**).

En Algérie, le cheminement avait été et reste

tout autre, avec une brutalité frappante. Dans tous les cas d'espèce, la dimension politique du blocage institutionnel saute aux yeux : «Dans ces conditions, le blocage institutionnel peut être interprété comme une projection, sur le terrain économique, d'une inertie politique qui peine à donner naissance à un nouveau projet susceptible de libérer, ou du moins favoriser, l'innovation institutionnelle», relève avec pertinence Samir Bellal, un confrère de l'université de Guelma dans une récente étude parue dans la *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*^(***).

Bellal identifie les acteurs suivants :

«- Au premier rang, on retrouve une hiérarchie militaire plus ou moins restreinte (...) aux commandes de la société politique et économique via l'Etat.

- Une technocratie syndicale, liée à l'Etat, représentant la société salariale.

- Une bourgeoisie privée, liée à la société militaire, opérant dans les activités d'importation ou dans des activités directement liées aux marchés publics (BTP, services).

- Une technocratie de gestionnaires des entreprises publiques et de l'administration, liée à l'Etat. Cette typologie des acteurs n'a fondamentalement pas changé avec le processus de libéralisation engagé depuis la fin des années 1980. Cependant, l'indice de dominance connaît, en apparence, une petite évolution puisque depuis le début des années 1990 on assiste à une hégémonie de plus en plus accrue et affirmée de la hiérarchie militaire, la montée des intérêts privés, et surtout l'affaiblissement de la technocratie syndicale. Dès lors, il apparaît clairement que c'est surtout au niveau de la hiérarchie militaire que la délibération politique a lieu. Par conséquent, si changement il doit y avoir, c'est à ce niveau que l'impulsion doit être donnée». Au regard de l'expérience récente de l'ouverture entreprise sous injonction étrangère, sur fond de recolonisation, dans le monde arabe, au regard de l'état de délabrement des autres institutions, l'armée semble revenir au premier plan comme la planche de salut ou le centre d'arbitrage. Dans l'ensemble, au lieu d'une rupture globale, radicale et cataclysmique avec l'ordre ancien, il est préférable



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

de procéder par étapes successives en commençant par le plus simple à réaliser, ce sur quoi le consensus est quasiment acquis afin de créer l'irréversible. Dans le prolongement de l'érosion inéluctable des légitimités anciennes, il est prioritairement recommandé de favoriser la pleine expression de la démocratie représentative, afin d'en faire l'image du corps électoral et rapprocher les caractéristiques sociales des élus et du corps électoral, par son accès aux jeunes et la généralisation de la parité, sans forcément sombrer dans un «féminisme d'Etat» qui voile les violences multiples faites aux femmes.

A. B.

(*) Boyer R. (2004), *Théorie de la régulation. 1. Les Fondamentaux, la Découverte*, Paris
(**) Hugon P. (2006), *L'économie de l'Afrique, la Découverte*, 5^e édition, p. 150.
(***) Samir Bellal, *Problématique du changement institutionnel en Algérie : une lecture en termes de régulation*, *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, n°01/2011, pp. 43-72.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



La porte, la fenêtre ou le balcon ?

Soltani claque la porte de l'Alliance présidentielle. Même les...

... portes n'échappent pas à la violence islamiste !

Pourquoi le FLN, l'autre parti islamiste de l'Alliance présidentielle, ne la quitte-t-il pas comme vient de le faire le MSP ? La question mérite d'être posée. Et les réponses méritent tout autant d'être examinées. Selon un membre influent de la direction très assistée du FLN, si Belkhadem ne quitte pas l'Alliance, c'est qu'il a perdu la clé. Celle qui ferme le bureau de l'Alliance. C'est une hypothèse à laquelle je n'adhère pas vraiment. D'abord, parce que j'ai compulsé le cahier d'émargement de l'Alliance, et j'y ai constaté que Abdelaziz 2 n'a pas franchement brillé par sa présence dans ce bureau. C'est à peine s'il y a mis les pieds une dizaine de fois, et encore, en coup de vent. Et puis, s'il avait voulu ardemment quitter cette Alliance, l'Empastillé aurait pu tout simplement demander un double des clés à son compère Soltani. Il ne l'a pas fait. D'autant plus que le bureau en question dispose de fenêtres ouvrant sur l'extérieur et non fermées à clés, elles. J'en ai fait la remarque à un ancien membre du comité plus ou moins central du FLN, aujourd'hui entré en phase de redressement excentré, et il m'a fourni une explication plausible. Si Belkhadem n'a pas quitté l'Alliance présidentielle par la fenêtre, c'est à cause du RND ! Oui ! Du RND. Le parti d'Ouyahia ayant anticipé le départ du MSP, et sachant que l'Empastillé du FLN gamberrait sec ces derniers jours sur l'avenir de cette coalition

de loups affamés, a placé ses hommes, parmi les plus gaillards en position d'attente vigilante, devant chacune des fenêtres du bureau. Pas bête ! Le RND ne claque pas la porte de l'Alliance, mais se place en pole position devant la fenêtre ! Prêt à quitter le navire. On ne sait jamais, des fois qu'un iceberg géant et sournois ne flotte dans les parages marécageux du Palais ! Bon, je vois à votre air dubitatif que vous ne croyez pas trop à l'hypothèse de l'iceberg à Alger, par 21 degrés, en plein mois de janvier. Moi aussi, j'ai de sérieux doutes, je dois bien l'admettre. Laissons tomber l'iceberg et concentrons-nous sur le FLN pris au piège d'une Alliance à deux. Désormais, le châtelain devra se contenter d'un simple duo pour sa tourmente. Belkhadem passant le témoin à Ouyahia. Ouyahia le lui repassant ensuite. Les deux se surveillant du coin de l'œil pour guetter le moment où l'autre se rapprochera d'un peu trop près de la fenêtre. Ce qui, en soi, n'est pas la meilleure des positions pour travailler sérieusement à la sortie de crise et à la préparation des législatives. A moins, bien sûr, que l'un des deux se rende compte que le bureau de l'Alliance, en plus de la porte fermée à clés, des fenêtres barrées par les malabars du RND, dispose d'un balcon. Un tout petit balcon. Un misérable balcon. Un balcon tout riquiqui. Mais un balcon, tout de même. Qui, du FLN ou du RND empruntera le premier l'issue «Balcon», quitte à se rompre le cou, cinq étages plus bas ? J'ai posé la question à Soltani en personne. Et il m'a fait cette réponse très courte : «C'est un non-événement !» Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

IRIS SAT.
L'EMPREINTE DE LA QUALITE
www.iris-sat.tz



Sentir votre présence en mode visuel 3D

EURL SATEREX

Siège : Zone D'activité Tranche N°4 Lot N°9 (SETIF)
Tél. : +213 36 93 83 88 / +213 36 93 06 04 / Fax : +213 36 93 53 03
Direction régionale centre (ALGER). Tél./Fax : +213 21 87 75 72
Direction régionale ouest (S.B.A). Tél./Fax : +213 48 65 29 44
Direction sud-est (OUARGLA). Tél./Fax : +213 29 71 53 84
Direction sud-ouest (BECHAR). Tél. : +213 662 23 00 00

TV LED Full HD 2D-3D 42" (107 cm)
68 900 DA

* stock limité



2012
Meilleurs Voeux